

## **...et le pot pour les dirigeants du Vietnam; Un boycott du français qui déplaît**

le samedi, novembre 8, 1997 page: A19

From Le Soleil

Québec ne devrait pas financer le Sommet francophone de Hanoi si le Vietnam continue de boycotter la langue française, estime la députée libérale de La Pinière, Fatima Houda-Pepin.

La députée vient d'écrire au premier ministre Lucien Bouchard, qui est en voyage en Chine, afin de lui demander d'intervenir pour que le français «retrouve son statut de langue d'usage» avant l'ouverture du Sommet de la francophonie qui doit se tenir à Hanoi du 14 au 16 novembre.

En cas de refus, Mme Houda-Pepin estime qu'il n'y a qu'une solution: retirer le financement que le Québec verse pour la tenue du Sommet. «L'argent des contribuables québécois doit servir à la promotion du français dans les pays membres de la Francophonie, non à son bannissement comme fait le Vietnam», écrit la députée de La Pinière.

Dans une décision prise au début de janvier 1997, les autorités vietnamiennes ont décidé que tous les médicaments enregistrés et déjà commercialisés devaient faire l'objet d'une nouvelle autorisation de mise en marché à partir d'un dossier rédigé en vietnamien ou en anglais, a raconté la députée. La décision a soulevé une tempête en France, où la ministre alors chargée de la Francophonie, Mme Margie Sudre, a protesté. La France fournit un financement de 75 millions de francs (environ 19 millions \$ CAN) pour la tenue du Sommet de Hanoi. Mme Sudre a été remplacée en juin lorsque le gouvernement du premier ministre Alain Juppé a été défait.

Dans sa lettre au premier ministre Bouchard, la députée Houda-Pepin rappelle que les entrepreneurs québécois qui font affaires avec des partenaires vietnamiens «doivent désormais rédiger leurs contrats en anglais seulement, sinon ils n'auraient aucune valeur juridique au Vietnam».

La députée a noté que le poids du Québec au Sommet sera important, puisque le Québec jouit du statut de gouvernement participant et de rapporteur du Sommet.

Mme Houda-Pepin a déclaré à la Presse canadienne que sa prise de position dans ce dossier reçoit l'aval des représentants des communautés vietnamiennes installées au Québec et en France.

- END -